

## **Lettre ouverte du 23 mai 2025, Le Devoir**

### **Comment éviter l'enlisement dans le dossier du nouveau poste électrique du Quartier latin?**

Depuis plus de vingt ans, Culture Montréal réfléchit aux enjeux territoriaux qui ont une incidence sur le paysage culturel montréalais. Notre organisation défend et promeut une démarche d'aménagement culturel du territoire qui consiste à penser la ville autrement en mettant en valeur l'histoire et l'identité du lieu et en accordant une attention particulière aux aspirations des populations locales. Dans le cas du projet de nouveau poste électrique d'Hydro-Québec (HQ) au cœur du Quartier latin, Culture Montréal a été interpellé par un collectif citoyen et par ses membres pour soutenir la nécessité d'une consultation publique rigoureuse et transparente.

Nous prenons ce dossier très au sérieux puisqu'il s'agit d'un différend impliquant deux enjeux majeurs qui nous tiennent à cœur : d'un côté, l'inévitable transition énergétique ; et de l'autre, l'impact majeur d'une construction volumineuse dans un quartier culturel et patrimonial sensible en plein processus de revitalisation.

Soyons clairs, toute implantation d'un tel poste en plein cœur de la métropole québécoise représente des défis colossaux, notamment de cohabitation.

Rappelons quelques éléments. Le poste actuel, dans la côte de la rue Berri, est en fin de vie utile et ne répond plus aux besoins additionnels d'alimentation électrique qui sont à prévoir dans l'est du centre-ville. Toutefois, pour des raisons techniques, HQ affirme qu'il est impossible d'établir ce nouveau poste grandeur XXL ailleurs que dans un périmètre de 500 mètres du poste actuel et que le seul site possible est le terrain de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). D'où une levée de boucliers.

Depuis novembre 2023, soit depuis la première sortie publique concernant ce projet, le ton a monté. D'un côté, Hydro-Québec a fait ses calculs et dit ne pas voir de solution de remplacement au terrain de BANQ, puisque celui de l'îlot Voyageur, son premier choix, a été acquis par la Ville à des fins résidentielles et que l'option de l'Institut des sourdes-muettes est unanimement reconnue comme inacceptable.

La tentative de M. Sabia — par sa lettre publique du 6 mars dernier intitulée « Hydro-Québec doit faire mieux » — pour démontrer la bonne foi de l'institution n'a pas rallié les opposants, qui estiment avoir été mis devant un fait accompli.

De leur côté, ces derniers ont maintenu une ligne ferme. Le 15 mars dernier, dans *Le Devoir*, un texte signé par Lise Bissonnette, Pierre MacDuff et Michel Lacroix se conclut ainsi : « L'opposition grandissante et qui va s'organisant ne se calmera que si la prochaine communication de M. Sabia comporte cette phrase toute simple : "Hydro-Québec renonce à construire son poste sur le terrain adjacent à la Grande Bibliothèque". »

Après avoir rencontré les représentants d'Hydro-Québec, de la Ville et le comité s'opposant au projet, Culture Montréal en arrive donc à la conclusion qu'il faut permettre à l'ensemble des parties prenantes de prendre la mesure des enjeux en cause et de se faire entendre. La complexité du dossier appelle de plus à trouver une approche novatrice et exemplaire qui puisse faire école. La transition énergétique exigée dans le contexte actuel nous mettra face à d'autres situations de ce type.

Pour y arriver, nous faisons appel aux autorités publiques québécoise et montréalaise. D'abord pour rappeler leurs engagements pris dans le cadre de documents d'orientation, tels que le Plan particulier d'urbanisme du Quartier latin et la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire, qui impose une vision stratégique réfléchie et ambitieuse pour guider l'aménagement du territoire.

Qu'en attendons-nous ? Qu'elles invitent dès maintenant leur organisme consultatif respectif, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), à collaborer à la mise en place d'un exercice consultatif neutre et crédible, comme une commission ou une consultation ciblée, car cet exercice ne devrait porter, pour l'essentiel, que sur le choix définitif d'un site.

Dans la mesure où Hydro rend publiques tant l'ensemble des études liées aux évaluations des différents sites explorés que celles concernant les précédents et les bonnes pratiques de projets comparables à l'international, et où elle autorise ses spécialistes à les présenter, l'exercice permettrait tant à des experts de multiples disciplines qu'au grand public de participer pleinement.

Une option juridique se profile : le gouvernement peut adopter rapidement un décret autorisant la vente du terrain de BAnQ à HQ. Mais dans le contexte actuel de méfiance exacerbée, cette manière de procéder laisserait des traces négatives profondes et durables.



Le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ont chacun une part de responsabilité dans la situation actuelle. Il ne s'agit pas de les pointer du doigt, mais de s'assurer que l'actuel dialogue de sourds évolue vers un processus au cours duquel la parole de tous peut être entendue et comprise. Et le plus tôt sera le mieux.

**Moridja Kitenge-Banza, président et Emmanuelle Hébert, directrice générale, de Culture Montréal**